



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} septembre 2010
Français
Original : anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-troisième session

Compte rendu analytique de la 902^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 21 juin 2010, à 15 heures

Président : M. Schneider (Président du Comité plénier) (Suisse)

Sommaire

Parachèvement et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage
de la CNUDCI (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

10-41485X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 15.

Parachèvement et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (suite)
(A/CN.9/703 et Add.1; A/CN.9/704 et Add.1-10)

Projet de version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI

Section I. Dispositions préliminaires

Projet d'article 4. Réponse à la notification d'arbitrage (suite)

1. **M. Torterola** (Argentine) dit que sa délégation souhaite avant tout éviter le risque que le paragraphe 2 e) soit interprété de toute manière qui entraverait la capacité du défendeur d'introduire ultérieurement des demandes reconventionnelles ou des demandes en compensation, et propose dès lors que l'alinéa commence par une expression comme « Dans la mesure du possible ... ».

2. **Le Président** dit que les composantes de la réponse à la notification d'arbitrage énumérées au paragraphe 2 sont en tout cas facultatives. Pour répondre aux craintes du représentant de l'Argentine, il vaudrait mieux rendre le paragraphe 1 b) moins prescriptif. Cela aurait aussi le mérite de répondre à la crainte, exprimée à la 901^e séance, que le délai de 30 jours défini au paragraphe 1 soit trop coûteux pour certaines parties et tout en étant trop long pour d'autres. La formulation proposée par le représentant de l'Argentine correspond à celle qui est utilisée au projet d'article 20 paragraphe 4, qui indique que « Le mémoire en demande devrait, dans la mesure du possible, être accompagné de toutes pièces ... ».

3. **M. Jacquet** (France) dit que sa délégation n'est pas favorable à ce que l'on reproduise la formule du projet d'article 20 au projet d'article 4 paragraphe 1 b), parce que ces deux articles traitent de situations différentes et ne sont pas comparables. Dans le cas de l'article 20, la situation est celle de fourniture de documents, alors qu'à l'article 4 paragraphe 1 b), la situation concerne un délai de 30 jours pour agir. Si l'expression « dans la mesure du possible » est appliquée au délai, celui-ci risque de prendre tout son sens.

4. **Le Président**, dans le contexte des prescriptions du paragraphe 1 b), dit que les composantes de la réponse à la notification d'arbitrage se subdivisent en deux groupes distincts : celles qui concernent les

demandes concernées en l'espèce, et celles qui ont trait à la constitution du tribunal arbitral. En pratique, les institutions arbitrales appliquent généralement les délais de manière plus stricte à certaines prescriptions liées à la réponse à la notification d'arbitrage qu'à d'autres prescriptions. Il se demande dès lors si la France souhaite que des délais plus stricts s'appliquent aux réponses à chaque composante de la notification d'arbitrage décrite au projet d'article 3, paragraphe 3 c) à g).

5. **M. Jacquet** (France) dit que, selon lui, une certaine latitude pourrait être laissée pour la fixation des délais, en fonction de la nature des informations concernées.

6. **M. Chung Chang-ho** (République de Corée) dit qu'il prône de laisser inchangée la formulation existante du paragraphe 1 b). Cet article a globalement pour but de clarifier les questions pendantes à un stade précoce du processus d'arbitrage, et le délai de 30 jours semble dès lors suffisant à cet effet. En outre, tout défendeur qui n'est pas en mesure de répondre à la notification d'arbitrage dans ce délai de 30 jours peut l'indiquer dans le mémoire en défense décrit à l'article 21.

7. **M. Moollan** (Maurice), rappelant la distinction entre les composantes obligatoires et facultatives de la notification d'arbitrage elle-même, traitée au projet d'article 3 paragraphes 3 et 4, dit que cette même distinction s'applique au projet d'article 4 paragraphes 1 et 2. Il s'ensuit que le fait de rendre le paragraphe 1 b) moins prescriptif aura pour effet de gommer cette distinction. S'il a bien compris, la crainte de la délégation argentine est qu'un défendeur, en ne fournissant pas au demandeur les informations visées au paragraphe 2 e) dans le délai requis de 30 jours, peut perdre toute occasion de le faire à un stade ultérieur du processus d'arbitrage. Il pourrait être tenu compte de cette éventualité en substituant aux termes « Une réponse » au paragraphe 1 b) les termes « Une réponse indicative ».

8. **M. Ghikas** (Canada) dit que les craintes du représentant de l'Argentine peuvent probablement être apaisées, dès lors que le projet d'article 30 paragraphe 1 b) indique que l'absence de communication de sa réponse par le défendeur ne sera pas traitée par le tribunal comme une reconnaissance par lui des allégations du demandeur.

9. **Le Président** dit qu'au stade du processus arbitral auquel s'applique le projet d'article 4, aucun tribunal arbitral n'aura encore été constitué. En outre, les composantes de la réponse qui concernent les demandes concernées dans l'affaire sont moins urgentes que celles qui concernent la constitution d'un tribunal arbitral. Un retard entraînerait dans ce cas un retard dans le début du processus arbitral.

10. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que le représentant de l'Argentine semble s'attacher aux aspects du projet de Règlement révisé de la CNUDCI qui sont nouveaux par rapport au Règlement d'arbitrage de 1976, notamment l'obligation faite à un défendeur de fournir des informations qui concernent le fond de l'affaire. Il croit comprendre que le délai pour la réception de ces informations peut être un problème, par exemple, dans le cas d'un État qui est obligé d'engager un conseil extérieur en passant par une longue de passation de marché. En revanche, l'obligation faite à un défendeur de fournir des informations sur la constitution du tribunal arbitral n'est pas neuve et a, en réalité, fait l'objet d'un délai plus généreux qu'avant : 30 jours au lieu des 15 jours stipulés à l'article 5 du Règlement de 1976.

11. **Le Président** dit qu'il déduit de la discussion en cours que le fait qu'un défendeur ne fournit pas de réponse à la notification d'arbitrage en ce qui concerne les demandes concernées par l'affaire n'est pas considéré comme aussi grave qu'il apparaît à première vue à la lecture du projet d'article 4 paragraphe 1 b) seul, cette disposition devant être lue conjointement avec le projet d'article 30 paragraphe 1 b), qui laisse entendre que le défendeur dispose de beaucoup de temps.

12. **M. Rovine** (Observateur pour l'Association of the Bar of the City of New York) dit que, dans le contexte des règles internationales en matière d'arbitrage prises globalement, les notifications d'arbitrage et les réponses à celles-ci sont habituellement très brèves, contrairement aux mémoires en demande et aux mémoires en défense, qui sont plus complets. Par conséquent, le délai de 30 jours semble judicieux. De plus, il est conforme à la pratique internationale habituelle en matière d'arbitrage. Il faut se souvenir que, dans le cas présent, le délai s'applique aux informations énumérées au projet d'article 3 paragraphes 3 c) à g), qui ne doivent pas être détaillées. Cela semble confirmé par le projet

d'article 3 paragraphe 3 e), qui parle d'« [u]ne brève description du litige ».

13. **Le Président** dit que, si la solution proposée par le représentant de Maurice est adoptée, elle ne peut s'appliquer qu'à certaines des composantes de la réponse énumérées au 1 b), plus précisément à celles qui ont trait aux composantes de la notification dans le projet d'article 3, paragraphes 3 e) et f). Compte tenu des discussions qui viennent d'avoir lieu, la première possibilité consiste à laisser inchangé le projet d'article 4 paragraphe 1 b), et la seconde, à remplacer les mots « Une réponse » au début de l'alinéa par les mots « Une réponse indicative », en précisant aussi que cela s'applique uniquement à l'article 3, paragraphes 3 e) et f).

14. **M^{me} Smyth** (Australie), appuyée par **M. Möller** (Observateur pour la Finlande), dit qu'il est préférable de laisser inchangé le projet d'article 4 paragraphe 1 b).

15. **M. Boulet** (Observateur pour la Belgique) dit qu'ajouter le mot « indicative » risque de créer la confusion quant au point de savoir quelles informations entrent en ligne de compte et à quel point elles sont obligatoires. De plus, le projet d'article 4 a déjà fait une distinction utile entre les informations obligatoires et les informations facultatives et l'on doit pas y ajouter une nouvelle catégorie d'informations dites « indicatives ». Dès lors, il prône lui aussi de laisser inchangé le projet d'article 4 paragraphe 1 b).

16. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation préfère également laisser inchangé le projet d'article 4 paragraphe 1 b). Si, toutefois, le Groupe de travail et le Comité jugent nécessaire de communiquer le caractère non obligatoire de certaines des informations requises du défendeur, il n'est pas favorable à l'ajout du mot « indicative », qui risque d'être mal interprété. Il est peut-être possible, au lieu de cela, de renvoyer au projet d'article 30 paragraphe 1 alinéa b).

17. **M. Lebedev** (Fédération de Russie) dit qu'il préfère laisser inchangé le projet d'article 4 paragraphe 1 b), étant donné que le problème soulevé par le représentant de l'Argentine ne se présente que dans un nombre limité de cas et que ceux-ci peuvent être résolus de diverses manières.

18. **Le Président** dit que le Comité semble convenir que les informations fournies par les défendeurs concernant des demandes figurant dans l'affaire ne

doivent pas être considérées comme obligatoires à ce stade du processus d'arbitrage. Il croit comprendre que le Comité souhaite adopter sans modification le projet d'article 4 et rendre compte de ses discussions dans le projet de rapport adressé la Commission.

19. *Le projet d'article 4 est adopté.*

Projet d'article 9

20. **M. Jaeger** (Observateur pour le Comité français de l'arbitrage) fait observer que le texte du paragraphe 1 ne prévoit pas que les deux arbitres désignés par les parties se concertent avec les parties avant de choisir le président du tribunal arbitral. Étant donné qu'il est de pratique courante que les arbitres le fassent, il serait préférable de préciser que le choix doit être fait après concertation avec les parties, si les arbitres en décident ainsi.

21. **M. Petrochilos** (Grèce) dit qu'il appuie la modification, parce qu'elle précise que la concertation n'est pas exclue et que les deux arbitres peuvent y procéder.

22. **M. Möller** (Observateur pour la Finlande) dit qu'il préfère laisser le texte en l'état, parce qu'il prévoit déjà cette concertation.

23. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il faut que la modification proposée précise clairement si les deux arbitres peuvent se concerter avec les deux parties de nomination ou simplement chaque arbitre avec la partie correspondante, ce qui est la pratique habituelle. Étant donné que la plupart des autres règlements ne précisent pas cette question, il doute quant à lui que la modification soit nécessaire.

24. **M. Chung** Chang-ho (République de Corée) dit que l'on pourrait à la rigueur considérer que la pratique établie de concertation entre les arbitres et les parties est en contradiction avec la nécessaire impartialité et indépendance des arbitres que prévoient d'autres dispositions du Règlement. Cette question doit peut-être être clarifiée par un ajout au projet d'article 11 confirmant que cette pratique est acceptable.

25. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) fait observer que, dans de nombreuses directives éthiques, la concertation avec la partie au sujet du choix d'un arbitre n'est pas considérée comme un problème.

26. **M. Schöll** (Observateur pour la Suisse) relève que le code d'éthique de l'American Bar Association pour

les arbitres dans les litiges commerciaux, en son article III.B.2, énonce clairement que, comme l'ont suggéré les États-Unis, chaque arbitre peut se concerter avec sa partie de nomination. Il est également d'avis de maintenir sous sa forme actuelle l'article 9 paragraphe 1.

27. **M. Torterola** (Argentine) dit qu'il n'est pas nécessaire de légiférer au sujet des exceptions à la règle. Il estime que le texte, sous sa forme actuelle, laisse suffisamment de latitude pour appliquer ce qui est la pratique acceptée.

28. **Le Président** dit que l'on semble s'accorder pour conserver le projet d'article 9 paragraphe 1 sous sa forme actuelle, étant entendu que le rapport indiquera que la pratique courante n'est pas contestée et que, dès lors, la Commission ne voit pas de nécessité de la prévoir de manière explicite. Il appelle l'attention sur la remarque de la Slovénie (dans le document A/CN.9/704, p. 5) selon laquelle les deux paragraphes du projet d'article 8 renvoient au projet d'article 9 paragraphe 3, et pas uniquement le second paragraphe, comme il est indiqué dans le texte actuel. Il croit dès lors comprendre que le Comité souhaite supprimer les mots « paragraphe 2 » à la fin de l'article 9 paragraphe 3 et renvoyer ainsi à l'article 8 dans sa totalité.

29. *Il en est ainsi décidé.*

30. *Le projet d'article 9 tel que modifié est adopté.*

Projet d'article 10

31. **M. Jaeger** (Observateur pour le Comité français de l'arbitrage) dit que le paragraphe 3 de l'article 10 a pour but de sauvegarder l'égalité des parties en matière de nomination des arbitres (conformément à l'arrêt de 1992 de la Cour de cassation française dans l'affaire *Dutco c. BKMI et Siemens*) en autorisant l'autorité de nomination, lors de la constitution du tribunal arbitral, à révoquer toute nomination déjà effectuée de manière à nommer le tribunal dans sa totalité. Il suggère d'ajouter le membre de phrase « dans le respect de l'égalité des parties » à la fin du paragraphe 3, afin d'insister sur ce principe.

32. **Le Président** dit que l'obligation de respecter l'égalité des parties s'impose peut-être comme une évidence.

33. **M. Petrochilos** (Grèce), rappelant l'historique législatif du paragraphe 3, dit qu'il a été destiné à tenir compte de tous les systèmes juridiques pour résoudre

des situations comme celle qui a donné lieu à l'affaire *Dutco*. Si l'on ajoute la formule proposée, la disposition pourrait s'écarter du Règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) et du Règlement de la Cour d'arbitrage international de Londres et créer plus de problèmes qu'elle n'en résout.

34. **M. Montecino Giralt** (El Salvador) dit qu'il appuie la modification proposée par le Comité français parce que le texte tel qu'il est pourrait instaurer une inégalité entre les parties.

35. **M. Jacquet** (France) dit que mentionner explicitement l'égalité des parties dans un règlement qui poursuit ce même principe peut sembler redondant, mais que la modification proposée aurait l'avantage d'indiquer à l'autorité de nomination qu'elle doit avoir ce principe à l'esprit à tout moment.

36. **Le Président** suggère qu'il vaudrait peut-être mieux introduire une telle mention de l'égalité des parties en termes généraux dans le projet d'article 6, plutôt que dans le projet d'article 10 dans le contexte d'une intervention spécifique de l'autorité de nomination.

37. **M. Jacquet** (France) dit qu'il juge cette solution astucieuse.

38. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il convient avec la Grèce que la formule supplémentaire proposée créera plus de difficultés qu'elle n'en résout. Il vaut mieux indiquer dans le rapport que la disposition a pour but d'assurer l'égalité entre les parties, et d'en rester là.

39. **M. Boulet** (Observateur pour la Belgique) dit qu'il estime que le texte doit être rendu plus spécifique, peut-être en indiquant simplement que l'autorité de nomination peut « au besoin » révoquer toute nomination déjà faite.

40. **M. Moollan** (Maurice) dit qu'il convient avec les États-Unis que mentionner l'égalité, que ce soit au projet d'article 10 ou au projet d'article 6, reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore. L'article 10 paragraphe 3 atténue le problème *Dutco* en déplaçant le pouvoir de nomination des parties vers une institution, et le texte ne doit en aucun cas lier les mains de l'autorité de nomination. En réalité, le problème de l'égalité des parties est résolu en ôtant le pouvoir de nomination aux parties.

41. **M. Ghikas** (Canada) est d'accord.

42. **Le Président** dit qu'un consensus semble se dégager pour dire que l'autorité de nomination doit être autorisée à décider en toute liberté de révoquer ou non une nomination déjà faite et qu'elle doit avoir la même liberté que celle des parties. Il va de soi que l'égalité des parties est le principe de base pour l'autorité de nomination, mais elle ne doit pas être prescrite explicitement. Le fond de la discussion relative au paragraphe 3 peut être simplement consigné dans le rapport.

43. *Le projet d'article 10 est adopté.*

Projet d'article 11. Déclarations des arbitres et récusation d'arbitres

44. **M. Abascal Zamora** (Mexique) dit que toute circonstance qui peut susciter un doute sérieux à propos de l'impartialité ou de l'indépendance d'un arbitre peut être connue par d'autres moyens que par le signalement par l'arbitre. Sa délégation propose dès lors que, dans la partie finale du projet d'article, les mots « signale sans tarder lesdites circonstances aux parties et aux autres arbitres, s'il ne l'a déjà fait » soient remplacés par « signale sans tarder lesdites circonstances aux parties et aux autres arbitres, s'ils n'en ont pas encore été informés ».

45. **M. Moollan** (Maurice) se demande si la remarque qui vient d'être faite n'est pas traitée par le projet d'article 12 paragraphe 2.

46. **Le Président** dit que la proposition du Mexique va plus loin, en ce qu'elle permettrait à un arbitre de prétendre que les parties avaient déjà connaissance des circonstances en question.

47. **M. Abascal Zamora** (Mexique) dit que le projet d'article 11 prévoit une obligation de déclaration, alors que l'article 12 régit les récusations d'un arbitre par une partie.

48. **Le Président** souhaite savoir si la formulation actuelle du projet d'article 11, qui est la même que celle de l'article 9 de la version du Règlement de 1976, pose des problèmes en pratique.

49. **M. Moollan** (Maurice) dit que, comme l'on ne peut compter qu'un arbitre ait connaissance de ce que savent les parties, cela ne peut restreindre son obligation de déclaration. Quant aux récusations d'un arbitre, la prescription énoncée au projet d'article 13 paragraphe 1 selon laquelle ces souhaits de récusations doivent être notifiés dans le délai de 15 jours

empêcherait ces récusations dans l'hypothèse où les circonstances sont déjà connues des parties.

50. **Le Président** dit que le caractère restrictif de la formulation actuelle du projet d'article 11 ne paraît pas avoir de conséquences réelles, puisqu'une partie ne peut invoquer ce qui est connu depuis toujours pour procéder à une récusation.

51. **M. Torterola** (Argentine) convient avec la délégation de Maurice que l'obligation de déclaration ne doit pas être affectée par ce qui peut être déjà connu des parties. En ce qui concerne la question des doutes sérieux, il dit que la formulation actuelle ne précise pas aux yeux de qui ces doutes peuvent être sérieux. Sa délégation propose qu'il soit précisé que les doutes doivent être sérieux aux yeux d'une tierce partie impartiale.

52. **Le Président** dit qu'un consensus semble se dégager en faveur du maintien de la formulation actuelle.

53. *Le projet d'article 11 est adopté.*

La séance est suspendue à 16 h 55 et reprise à 17 h 15.

Projet d'article 12

54. *Le projet d'article 12 est adopté.*

Projet d'article 13

55. **M. Jaeger** (Observateur pour le Comité français de l'arbitrage) dit que la formulation actuelle du projet d'article n'impose pas d'indiquer les motifs de la décision prise par l'autorité de nomination concernant la récusation d'un arbitre. Bien que certaines institutions, notamment la Chambre de commerce internationale, n'indiquent pas les motifs de leurs décisions relatives à ces demandes, dans un contexte où les parties n'ont pas nécessairement désigné l'autorité de nomination à l'avance, il se peut que les parties ne souhaitent pas laisser ces décisions à l'entière discrétion de cette autorité. Le Comité français de l'arbitrage propose dès lors que la formulation de la dernière phrase du projet d'article 13 paragraphe 4 soit modifiée en conséquence avec, en outre, l'introduction d'un délai raisonnable, de manière à ce qu'elle se lise comme suit : « En ce cas, dans les trente jours à compter de la date de ladite notification, elle prie l'autorité de nomination de prendre, dans un délai raisonnable, une décision motivée sur la récusation ».

56. **M. Moollan** (Maurice) dit que l'opportunité de l'indication des motifs de ces décisions par l'autorité de nomination a fait l'objet de longues discussions. Ce n'est pas ici le lieu qui convient pour trancher la question. La Chambre de commerce internationale a choisi de ne pas indiquer les motifs de ses décisions relatives à ces demandes; quelques années avant cela, la London Court of International Arbitration a décidé de le faire, mais, en réalité, elle n'a pas encore publié ces motifs en raison des problèmes qui pourraient en résulter.

57. **M. Seweha** (Égypte) dit que les doutes au sujet de l'impartialité d'un arbitre ne doivent pas se fonder sur des oui-dire. Il ne suffit pas d'indiquer les motifs d'une récusation, il faut aussi fournir des preuves à l'appui de la demande, comme au projet d'article 20 paragraphe 4. Sa délégation propose dès lors d'ajouter à la fin de la deuxième phrase du paragraphe 2 une formule du type : « [... les motifs de la récusation], et, dans la mesure du possible, fournit les documents et autres preuves sur lesquelles se fonde le demandeur ».

58. **M. Montecino Giralt** (El Salvador) suggère que, par souci de clarté, il serait utile d'inclure une obligation de communiquer les motifs d'une récusation au paragraphe 1, et non au paragraphe 2, du projet d'article. Cela résoudrait le problème qui consiste à savoir si la période doit être calculée à partir du moment de la réception de la notification de récusation ou à partir du moment du prononcé de la récusation.

59. **Le Président** rappelle que la Slovénie a souligné l'incohérence entre la méthode de calcul d'un délai prescrite au projet d'article 2 paragraphe 5, où la date de début est celle de la réception de la notification, et la règle des quinze jours énoncée au projet d'article 13 paragraphe 4, où la date de début est celle de la notification. Étant donné que cette différence ne paraît pas créer un problème qui doive être résolu dans le projet d'article 13 et qu'en outre, aucune des modifications proposées n'a rallié de soutien, il croit comprendre que la formulation actuelle de ce projet d'article doit être maintenue.

60. *Le projet d'article 13 est adopté.*

Projet d'article 14. Remplacement d'un arbitre

61. *Le projet d'article 14 est adopté.*

Projet d'article 15. Réouverture des débats en cas de remplacement d'un arbitre

62. *Le projet d'article 15 est adopté.*

Projet d'article 16. Exonération de responsabilité

63. **Le Président** rappelle que, dans ses remarques relatives au projet d'article 16 (A/CN.9/704), la Cour permanente d'arbitrage (CPA) a indiqué qu'elle jouit de l'immunité judiciaire au titre de divers instruments internationaux. Elle a indiqué en outre que cette immunité conférerait une protection suffisante, et qu'une exonération spécifique au Règlement révisé est inutile en ce qui concerne la Cour. Il croit comprendre que, sauf objections, le Comité souhaite donner suite à la demande de la Cour et supprimer du projet d'article l'expression « le Secrétaire général de la CPA ».

64. **M^{me} Cordero Moss** (Norvège) dit que la réserve « sauf en cas de faute intentionnelle » pourrait susciter l'impression que le Règlement d'arbitrage crée une responsabilité pour faute intentionnelle, même s'il n'existe pas une telle responsabilité dans le droit applicable. Étant donné que l'existence d'une responsabilité est régie par le droit applicable, le Règlement ne peut régir l'existence de la responsabilité; il peut uniquement répartir ses conséquences financières entre les parties.

65. Afin d'éviter de créer cette impression, sa délégation propose que le début du projet d'article 16 soit modifié comme suit : « Les parties renoncent, dans la mesure autorisée par la loi applicable, à toute action qu'elles pourraient intenter contre les arbitres en vertu de ladite loi ... ».

66. **Le Président** fait observer que la formulation proposée par le représentant de la Norvège supprimerait les mots « faute intentionnelle », ce qui répond aux craintes formulées dans les remarques soumises par El Salvador (A/CN.9/704/Add.1) concernant la connotation de ces mots.

67. **M. Abascal Zamora** (Mexique), rappelant que le concept de la faute intentionnelle est difficile à définir dans les systèmes de droit civil, dit que sa délégation partage les craintes exprimées par El Salvador et appuie la modification proposée par le représentant de la Norvège.

68. **M. Petrochilos** (Grèce) dit qu'il soutient la modification proposée. Rappelant que les décisions arbitrales ne peuvent donner lieu à un recours sur le

fond, il dit que le Groupe de travail s'est efforcé d'exclure la responsabilité dans la mesure du possible afin d'éviter la possibilité de récusations collatérales et d'attaques dirigées contre des arbitres.

69. **M. Seweha** (Égypte) dit que sa délégation ne comprend pas le raisonnement qui sous-tend la modification proposée. Il se demande pourquoi il faudrait accorder aux arbitres des droits dont ne jouissent pas les autres professions. Par exemple, les juges ne sont pas exonérés de responsabilité et peuvent être poursuivis pour avoir commis des erreurs et contraints à payer un montant en réparation. Les arbitres n'ont pas besoin d'une protection aussi absolue, qui pourrait donner lieu à des abus. Il vaut mieux traiter les questions de responsabilité dans les lois concernées de chaque pays. En réalité, les lois de certains pays, comme l'Égypte, ne prévoient pas d'exonération de responsabilité par avance et considèrent ces arrangements comme contraires à l'ordre public.

70. **M. Boulet** (Observateur pour la Belgique) dit qu'il appuie la position du représentant de l'Égypte concernant la proposition de la Norvège. Toutefois, si cette proposition entend simplement mettre l'accent sur le fait que le Règlement d'arbitrage ne peut régir l'existence de la responsabilité, il serait préférable de supprimer l'article dans sa totalité. Ce qui est essentiel, c'est le point de savoir si le Règlement doit d'une manière quelconque autoriser les parties à renoncer à toute action contre les arbitres, même dans les cas de faute intentionnelle, si le droit applicable prévoit cette possibilité. Le Groupe de travail a décidé qu'il doit y avoir une norme éthique minimale et qu'il ne faut donc pas permettre aux parties de telles renonciations.

71. **M. Jacquet** (France) dit que le projet d'article ne comporte pas suffisamment de restrictions en ce qui concerne la renonciation aux actions contre les arbitres : il est trop général. Dans la formulation actuelle, la renonciation vise toute mesure, de quelque nature qu'elle soit, prise par les arbitres et les personnes autres que les arbitres, tout en réduisant toutefois fortement la possibilité d'une renonciation en renvoyant au droit applicable. Il serait préférable d'utiliser un langage plus clair et plus catégorique, par exemple, « Il ne peut être intenté contre les arbitres aucun recours juridique fondé sur un aspect quelconque d'une sentence arbitrale.

72. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que, dans sa formulation, l'article doit être centré sur la question de la renonciation. Il croit comprendre que la proposition du représentant de la Norvège a pour but d'écarter toute implication que l'article crée une responsabilité. Il se demande toutefois s'il est souhaitable de supprimer l'expression « sauf en cas de faute intentionnelle », à laquelle le Groupe de travail a abouti après de longues discussions. Il demande des éclaircissements sur un point : dans les pays où les arbitres peuvent être tenus responsables de faute intentionnelle, les parties renonceront-elles à leur droit de tenir les arbitres responsables de faute intentionnelle simplement en adoptant le Règlement d'arbitrage? La formulation proposée par le représentant de la Norvège ne traite pas cette situation.

73. **M^{me} Cordero Moss** (Norvège) dit qu'il n'y a malheureusement pas de réponse simple à la question posée par le représentant des États-Unis d'Amérique, le projet d'article n'étant pas clair quant à ce qui constitue une faute intentionnelle. Dans certaines juridictions, il peut exister des circonstances dans lesquelles la responsabilité recouperait dans une certaine mesure certains aspects de la faute intentionnelle. Le Règlement d'arbitrage établirait la responsabilité pour certains actes comme la faute intentionnelle en considérant qu'il existe une interprétation universelle de ce qui constitue une faute intentionnelle. Or, les systèmes juridiques ont des avis divergents sur les formes de responsabilité qui sont obligatoires et celles à laquelle il peut être renoncé et dans quelles circonstances. Les lois de chaque État dicteront dès lors s'il peut être renoncé à la responsabilité.

74. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que, sur base de la réponse du représentant de la Norvège, il semble que les parties puissent, dans certaines circonstances, renoncer au droit d'introduire un recours motivé par une faute intentionnelle. S'il est exact que la mesure dans laquelle les parties peuvent renoncer à la responsabilité varie d'une juridiction à l'autre, il croit comprendre que le représentant de la Norvège implique que, parce que l'intentionnalité est considérée différemment dans les différentes juridictions, cela rendrait incertaine la portée de toute renonciation. Toutefois, après une longue discussion, le Groupe de travail a conclu que l'intentionnalité est un concept juridique qui est reconnu dans la plupart des systèmes juridiques. Sa délégation hésite dès lors à supprimer la

mention de la faute intentionnelle, simplement parce qu'il n'existe pas de meilleure solution.

La séance est levée à 18 heures.